

bulletin hebdo



LES TRAVAILLEURS ET LES ELECTIONS

par Roberto Larios, repris de *Barricada*

Managua, 4 février (ANN). Les travailleurs sont une force politique qui compte au Nicaragua. Ce secteur, qui a rendu possible la victoire du FSLN en 1984, serre les rangs derrière le Front selon ce qu'indiquent les sondages. Dans l'entretien que nous vous proposons, Lucio Jiménez, secrétaire général de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) et Edgardo García, qui occupe la même responsabilité au sein de l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC), évoquent le rôle des ouvriers dans la campagne électorale et les perspectives pour la période post-électorale.

RL: Le rôle des travailleurs dans la campagne électorale a soulevé quelques questions; par exemple, on ne sent pas chez eux l'énergie dont ils avaient fait preuve l'an dernier pour défendre le plan économique. Pouvez-vous expliquer cette situation?

LJ: Nous avons commencé à jouer un rôle de premier plan à partir du moment où nous avons participé au choix des candidats à l'Assemblée nationale et aux conseils municipaux. Nous sommes bien représentés sur les listes. De plus, dans le cadre de la stratégie que nous avons élaborée pour la campagne, nous nous sommes fixé comme tâche de faire un large travail de propagande

pour soutenir le FSLN. Nos 50 000 militants dans les entreprises sont devenus des agents dynamiques de la campagne dans tout le pays.

Notre objectif est de gagner des voix pour le Front, parce que sa victoire nous garantit une influence véritable sur le futur gouvernement. Toutes nos activités n'ont pas eu la même intensité, mais il est indéniable que nous avons fait un gros effort politique et d'organisation, surtout dans les quartiers, où, je pense, nous avons gagné une plus grande audience.

EG: De plus, on ne peut évaluer le rôle que nous jouons seulement à la quantité de gens qui se déplacent pour les manifestations sur la place de la révolution, ni sur ce qu'on lit dans les journaux; il faut également prendre en compte le travail que nous menons dans les entreprises et dans les plantations. Il faut signaler dans ce sens que la stabilité que connaît le processus électoral se doit aux travailleurs. Pour cela, nous avons mis en oeuvre toute notre capacité politique, notre capacité de travail, afin que la révolution gagne l'espace politique nécessaire au retour de la paix.

RL: Mais quel est le prix à payer pour le

mouvement ouvrier? Est-ce que cela signifie que les revendications de type économique, salarial, social ou syndical sont paralysées?

EG: Paralysées, certainement pas. Je dirais plutôt que la lutte revendicative se distribue différemment. En effet, les élections ont à voir avec les revendications, car une victoire nous apporterait la paix et une meilleure situation économique. Mais nous n'avons pas laissé de côté nos revendications spécifiques. Par exemple, en ce moment, nous demandons un réajustement salarial pour les travailleurs qui participent aux récoltes.

SOMMAIRE

Les tensions au sein de l'ONU

Rapport des observateurs de l'ONU

El Salvador: La nouvelle stratégie

Costa Rica: Le nouveau président

Honduras: La douche froide



40P 11481

Nous allons négocier, dans la convention collective, l'attribution de maisons, l'assistance médicale, l'alimentation, le transport et des pensions pour les travailleurs de l'agriculture. C'est de cette façon que nous commençons l'année.

LJ: Nous avons décidé de laisser en l'état des problèmes qui étaient de nature à nous détourner de l'objectif principal, qui est de gagner les élections. En ce qui concerne la CST, notre tâche en 1989 a été de lutter pour qu'au minimum les salaires équivalent à la moitié du "panier de la ménagère". Nous avons atteint notre but pour la moitié des travailleurs. En janvier, nous avons commencé à attirer l'attention sur les effets de l'inflation de décembre et nous avons de nouveau demandé une négociation. Il y a trois jours, nous avons signé un accord salarial pour les travailleurs du sucre, ceux de la construction, ceux des entreprises métallurgiques, à l'exception de trois d'entre elles qui sont en crise. Nous avons également négocié dans le secteur des mines d'or. Dans la branche textile, où les entreprises connaissent une situation extrêmement difficile, nous avons exercé une solidarité de classe qui a permis de distribuer des produits de base aux salariés.

RL: *A votre avis, quelles sont les intentions de vote des travailleurs?*

EG: Le travailleur se définit en fonction de deux éléments essentiels: L'emploi et la terre. Nous ne les avons obtenus que grâce à la révolution. Aucun autre parti ne peut démontrer qu'il va satisfaire nos revendications. Seul le FSLN s'est gagné, par la pratique, notre confiance. C'est pourquoi les élections font partie de la lutte pour conserver et élargir nos droits.

RL: *Les syndicats sont-ils prêts pour la dernière ligne droite?*

LJ: Nous sentons que la victoire est à nous, sans être pour autant satisfaits. Nous avons conscience que, au cours des 20 jours qui nous séparent du scrutin, nous devons nous mobiliser nuit et jour pour gagner le plus de voix possible. Tous nos cadres travaillent dans les quartiers et dans les entreprises.

EG: L'essentiel est de maintenir cet état d'insurrection politique. Nous allons rencontrer le président de la république, sans doute le 9 février; c'était une de nos revendications, car il a rencontré beaucoup d'autres secteurs et nous estimons que c'est maintenant notre tour.

Nous allons lui apporter notre soutien; mais, évidemment, nous aborderons les problèmes de la reconstruction afin que nos revendications deviennent réalité, mais aussi pour donner notre apport à l'amélioration de la production. Nous parlerons aussi des engagements pris par d'autres secteurs sociaux, en particulier par le secteur patronal, qui est notre principal interlocuteur et qui doit respecter les siens.

RAPPORT DE LA MISSION D'OBSERVATEURS DE L'ONU

par Sergio Ferrari

Managua, 6 février (ANN). L'organisation des Nations Unies pour la vérification électorale (ONUVEN), a rendu son troisième rapport d'évaluation qui souligne plusieurs aspects positifs.

Ce document, présenté par Elliot Richardson, délégué personnel de Javier Pérez de Cuellar au sein de la mission, met en valeur la bonne gestion du pouvoir électoral, l'amélioration de la couverture de la campagne par les médias, le recul de la violence au cours des meetings. Par ailleurs, il signale les menées d'un secteur de l'opposition qui cherche à faire apparaître le processus comme irrégulier.

Ce bilan de 31 pages, rédigé entre le 10 et le 16 février, concerne les mois de décembre et janvier. Il détaille les aspects les plus importants du déroulement de la campagne, tout en citant le plan des rapports précédents et en établissant des comparaisons.

La mission de l'ONUVEN est au Nicaragua depuis juin 89, à la demande du gouvernement. Elle est pour l'instant composée de 54 permanents, mais, le jour des élections, ce sont 200 observateurs qui sillonneront le pays, disposant pour cela de 100 véhicules et d'un hélicoptère.

Selon le rapport de l'ONUVEN, sur 254 manifestations publiques importantes, on enregistre seulement 10 cas de violence mineures et un seul incident ayant fait un mort et des blessés. Le Front sandiniste a organisé 148 meetings et l'UNO 94. En tout, l'ONUVEN a couvert 85% des meetings de l'UNO.

Pour la mission de l'ONU, la campagne se déroule normalement et l'accès aux médias est plus égalitaire, particulièrement en ce qui concerne la chaîne de télévision d'état. En janvier, la moyenne quotidienne de temps d'antenne a été de 3 minutes 42 secondes pour le FSLN et de 3 minutes 54 secondes pour l'UNO. Le rapport signale comme un point positif la diversification et le sérieux de l'information écrite. A ce propos, le quotidien du FSLN, *Barricada*, est jugé avoir l'attitude la plus professionnelle.

Les efforts de l'opposition pour faire apparaître ces élections comme irrégulières, pour nier la légitimité du pouvoir électoral et celle des observateurs, préoccupent beaucoup d'organismes internationaux. L'opposition continue à critiquer presque systématiquement le pouvoir électoral, et c'est un sujet de préoccupation pour la mis-

sion. Cette attitude qui consiste à jouer le jeu en attendant sans arrêt l'arbitre, laisse supposer une volonté de mettre en cause la légitimité des élections, à moins qu'il ne s'agisse d'une périlleuse stratégie électorale", souligne le rapport.

Le bilan que fait l'ONUEN, le plus important des organismes internationaux d'observation présents dans le pays, prend aussi en compte l'influence négative des actions militaires: "L'activité de la résistance nicaraguayenne joue un rôle néfaste dans le processus électoral; elle a un effet d'intimidation évident...Naturellement, le nombre élevé des victimes de ces actions renforce cet effet. Si elles n'ont pas eu d'impact en termes de démission des candidats, cela doit être attribué à la cohésion des cadres du FSLN", déclare-t-elle. Dans plusieurs chapitres du rapport, l'ONUEN évalue l'apport des financements extérieurs ainsi que l'utilisation des biens de l'état dans la campagne électorale.

El Salvador

JUSQU'AU BOUT...POUR NEGOCIER. LA STRATEGIE DU FMLN

Une entrevue avec Jesús Rojas, commandant du FMLN

Reprise d'*Envio*

Managua, janvier (ANN). Pourquoi le FMLN veut-il négocier? Lui est-il impossible d'infliger une défaite à l'armée salvadorienne? Les solutions négociées sont-elles la voie imposée par la pérestroïka soviétique aux révolutions latino-américaines? N'y a-t-il pas d'autre tactique pour s'emparer du pouvoir? L'offensive du 11 novembre dernier, est-elle l'expression d'une volonté militariste ou la phase essentielle d'une stratégie négociatrice? Quel bilan peut-on en tirer? Q'y a-t-il de change au Salvador après cette spectaculaire démonstration de force du FMLN? Le commandant Rojas, membre de la commission politico-militaire du FMLN, a répondu à ces questions au cours d'une entrevue accordée à la revue nicaraguayenne. Nous vous proposons des extraits de cet entretien.

LA SOLUTION NEGOCIEE: UNE IDEE NEE EN MEME TEMPS QUE LE FMLN

Envio: Le FMLN a insisté sur le fait que l'objectif de l'offensive militaire du 11 novembre dernier était d'obliger le gouvernement ARENA à négocier. Malgré cela, certains n'ont vu là qu'une manifestation de la tendance militariste de la guérilla salvadorienne...

JR: L'offensive du 11 novembre n'est pas isolée de notre stratégie de toujours. Le FMLN n'a jamais souhaité que

le peuple ait à payer le lourd tribut d'une guerre civile, d'une guerre populaire. Mais celle-ci nous a été imposée; on ne nous a pas laissé d'autre voie pour faire triompher la justice à laquelle aspire la majorité des Salvadoriens.

Cette idée de solution négociée au conflit existe pratiquement depuis la naissance du FMLN, lorsque les cinq organisations qui le composent se sont unies. La négociation fait partie de notre stratégie politico-militaire, celle-ci n'a jamais été purement militariste. Depuis les premières années de guerre, notre but est d'engager le dialogue avec la partie adverse, le gouvernement et l'armée, avec la participation des Etats-Unis.

Notre première initiative dans ce sens remonte à 1981. Mais Reagan a mis sur l'écrasement militaire du FMLN; il a élaboré toute une stratégie anti-insurrectionnelle à cette fin, dans le but de nous éliminer de la scène politique salvadorienne et avec la conviction de pouvoir y parvenir à court terme.

Au cours de ces dix années, nous avons cherché le dialogue et la négociation, nous efforçant de faire des propositions chaque fois plus réalistes et plus souples, qui prennent en compte non seulement les aspirations de notre peuple à la démocratie, à la paix et à la justice mais également les possibilités réelles d'appliquer au Salvador un modèle vraiment démocratique et pluraliste.

LEUR STRATEGIE: LA GUERRE

Envio: Pourquoi a-t-il été impossible de négocier quoique ce soit avec Duarte?

JR: Parce que si la négociation fait partie de notre stratégie, la leur ne fait place qu'à la guerre. Ce sont eux les militaristes. Le processus de dialogue entamé en 84 avec Duarte s'est heurté principalement à la décision du haut commandement de l'armée et aux pressions des secteurs droitiers de l'oligarchie et du parti ARENA. Depuis, ils se sont opposés systématiquement à toute solution politique.

En janvier 89, nous avons proposé que le processus électoral soit accompagné de conditions minimum garantissant la sécurité, non seulement pour nous mais pour toutes les forces politiques d'opposition, et assurant une campagne électorale juste et honnête. Nous avons demandé un contrôle international de ce processus et nous nous sommes engagés à accepter le résultat de telles élections, quel qu'il soit.

A moment donné, la démocratie chrétienne et Duarte ont entrevu la possibilité d'accepter notre proposition, en la modifiant un peu. Mais la droite salvadorienne et les Etats-Unis ont obligé Duarte à écarter cette idée et à organiser les élections sans rien changer. Ainsi, au lieu d'engager un processus électoral conduisant à la paix, ce sont des élections propices à la poursuite de la guerre qui

ont été imposées. Nous avons présenté nos dernières propositions, encore plus souples, au gouvernement ARENA en septembre et octobre 89.

Envio: La question de l'armée apparaît comme le thème central de toutes vos propositions. Pourquoi?

JR: Lorsque nous parlons d'accepter l'institution militaire et de ne pas aspirer à ce qu'elle soit sous notre contrôle, il s'agit d'un changement important de notre part, mais en même temps nous exigeons que cette institution cesse de jouer le rôle répressif qu'elle a eu pendant des dizaines d'années. Quand nous parlons d'épuration de l'armée, il ne s'agit pas de quelques individus mais d'un changement structurel. Notre proposition comporte trois axes: Garantir la subordination de l'institution militaire au pouvoir civil, épurer l'armée et la régler. Si nous parvenions à cela, ce serait une véritable révolution par rapport à ce qui a constitué un modèle de société pendant ces soixante dernières années. Le Salvador est devenu une société militarisée où les forces armées représentent le pouvoir réel, le pouvoir de décision. Dans n'importe quel cas, il faudra négocier

Envio: Avez-vous pensé depuis le début que cette armée ne pouvait être vaincue militairement? Est-ce la raison pour laquelle vous avez insisté pour négocier?

JR: Nous luttons pour la victoire. Cependant, pour nous, vaincre ne se réduit pas à détruire l'armée adverse mais à créer les conditions d'une nouvelle société. Tous nos plans militaires de ces dernières années visent à vaincre l'armée, mais nous savons que dans n'importe quel cas, il faudra négocier.

Envio: On dit aussi que le FMLN cherche la négociation parce qu'il n'a plus d'autre solution après que la pérestroïka soviétique a préconisé la négociation comme mode de règlement des conflits régionaux...

JR: Le phénomène de la pérestroïka est postérieur à nos efforts de négociation et il s'applique hors de notre région et de notre contexte. Mais nous croyons qu'il joue un rôle important dans le monde entier et que notre réalité et celle de la pérestroïka s'influencent mutuellement. Pourtant, nous ne nous sommes pas sentis concernés par la pérestroïka dans la mesure où nous ne nous conformons à aucun schéma extérieur.

UN PREMIER BILAN DE L'OFFENSIVE

Envio: Avez-vous pensé l'offensive du 11 novembre en fonction de l'arrivée d'ARENA au pouvoir?

JR: En réalité, des 88, après la défaite de la démocratie chrétienne aux municipales, il y a eu un changement au Salvador, surtout dans les zones urbaines. Le fait qu'ARENA commence à occuper des espaces de pouvoir dans les villes a porté de nombreux secteurs à se radicali-

ser et à chercher comment s'organiser face à un danger qui se rapprochait. Cette offensive n'a pas été décidée d'en-haut par les dirigeants. Elle aurait été impossible sans l'intégration déjà confirmée des secteurs urbains à la lutte armée. Les conditions d'un appauvrissement plus grand et d'une fermeture totale des espaces revendicatifs ont mûri avec l'arrivée d'ARENA.

Envio: Peut-on déjà tirer un bilan global de l'offensive du 11 novembre?

JR: En lançant cette offensive, nous avons voulu mettre en évidence le véritable rapport de force alors que les fascistes et le haut commandement de l'armée proclamaient la faiblesse du FMLN et de son enracinement populaire. Il devenait nécessaire de démonter cette thèse et de mettre radicalement à l'épreuve le pouvoir militaire de l'armée et la capacité du gouvernement à contrôler le pays. Ce faisant, nous avons interpellé les Etats-Unis sur le maintien de leur aide militaire et économique inconditionnelle au gouvernement salvadorien, qui survit uniquement avec cet appui.

L'offensive s'est soldée pour nous par des victoires politiques et militaires. Le fait que le FMLN soit reconnu comme il l'a été dans la dernière résolution de l'assemblée générale de l'ONU représente un acquis politique inestimable. Cette déclaration réaffirme la nécessité de parvenir à un cessez-le-feu et d'ouvrir la voie à la négociation, ce qui a été notre bannière depuis des années.

Un autre succès de l'offensive est d'avoir permis de démasquer totalement le caractère fasciste de l'armée et de ce gouvernement. Nous pensons qu'aujourd'hui, la Communauté internationale a pris conscience qu'au Salvador, il est impossible de continuer à chercher l'écrasement militaire ou la reddition du FMLN et qu'il est urgent de parvenir à la négociation. Le fait que cela soit entre les mains du secrétaire général de l'ONU nous offre des possibilités. De plus, le débat sur le Salvador s'est ouvert aux Etats-Unis, un débat porté au sein de la société étatsunienne. Plusieurs groupes de congressistes demandent que l'aide au régime salvadorien soit soumise à discussion. C'est une autre conséquence positive de notre offensive.

Envio: Y a-t-il eu seulement des résultats politiques et diplomatiques? Quel est le bilan de l'offensive sur le plan militaire?

JR: Nous avons accumulé une grande expérience. Des centaines de nouveaux combattants se sont intégrés, cela compense les pertes que nous avons subies; on note même un renforcement quantitatif de nos unités et un meilleur lien entre celles-ci et le peuple.

Notre force n'est plus cantonnée dans les zones rurales traditionnellement sous notre contrôle, mais elle s'est

portée au coeur même des zones vitales du centre et du sud du pays.

L'OFFENSIVE URBAINE

Envio: Vous avez fait de ce qu'on appelle le siège stratégique de la ville une pièce centrale de l'offensive. Pourquoi?

JR: Parce que c'est précisément dans les villes que se sont accumulées les contradictions les plus fortes, potentiellement explosives. Le fait que la guerre se déroule aujourd'hui avec plus de force dans les villes et dans les principales zones industrielles et d'agro-exportation n'est pas dû uniquement à la volonté du FMLN. C'est là qu'existent les conditions d'une radicalisation de la lutte.

Envio: Les coûts en vie humaines n'ont-ils pas été très élevés?

JR: Si, et cela principalement parce que l'armée a employé l'artillerie lourde et a bombardé les populations civiles. Nous devons en tenir compte dans la redéfinition de nos tactiques pour les prochaines étapes de l'offensive. Nous n'avons pas cru que l'armée allait utiliser la force aérienne comme elle l'a fait dans les villes.

Envio: Quelles sont les conséquences de l'offensive sur le plan économique?

JR: Les contradictions entre l'entreprise privée et l'armée s'approfondissent. Les militaires ont prétendu qu'ils contrôlaient la situation et ont donné la preuve que c'était faux. Il y a de plus en plus de secteurs privés qui, sans penser que le FMLN peut gagner, savent qu'il peut entraver le développement normal de l'économie. Ces secteurs sont convaincus que si la guerre continue ou si l'armée la gagne, ils n'auront plus aucun rôle à jouer parce que ce sont les groupes traditionnels de l'oligarchie qui imposent leur loi. Cette tendance moderniste de la bourgeoisie peut être attirée par une solution politique du conflit.

Envio: Beaucoup ont été surpris par la position du gouvernement nicaraguayen au sommet des présidents centra-méricains de San Isidro. Signifie-t-elle un affaiblissement de la solidarité du FSLN avec le FMLN?

JR: Nous savons qu'il y avait quatre autres présidents en plus de celui du Nicaragua et que ce que dit un seul ne reçoit pas de signature commune. Nous savons également qu'il y a eu des pressions et il faut en tenir compte. Nous rejetons le contenu de ces accords car nous pensons qu'ils ne contribuent pas à renforcer le processus de négociation. Ces accords légitiment et consolident les positions les plus dures du régime fasciste salvadorien. Mais il y a certains éléments avec lesquels nous sommes d'accord, tel que la nomination du secrétaire général de l'ONU comme médiateur de la négociation. La rhétorique politique, les phrases et expressions favorables au

gouvernement n'ont pas l'aval de la Communauté internationale et la preuve en est apportée par la résolution de l'ONU, postérieure au sommet de San Isidro. Maintenant, les autres sont obligés de s'asseoir à la table de négociation avec un médiateur. Nous croyons que la délégation présidée par D. Ortega a pris tout cela en compte au moment de signer les accords. Les intérêts du peuple nicaraguayen étaient également en jeu et ce sont eux que D. Ortega était fondamentalement obligé de défendre.

QUELLES PERSPECTIVES?

Envio: Après la poussée de l'offensive durant un mois, nous avons assisté à un repli et à un certain retour au calme. L'offensive est-elle terminée? Une autre vague arrive-t-elle? Quelle est la stratégie globale en ce moment?

JR: L'offensive est partie de notre décision de faire un effort stratégique dans les villes principales. Cela impliquait deux choses: Attaquer l'armée dans ses principales garnisons et accélérer l'intégration du peuple. Ceci nous a obligé à adapter nos tactiques militaires, les principales garnisons étant enclavées dans des quartiers très peuplés et populaires. Nous avons estimé nécessaire de combiner plusieurs formes de tactiques. Une d'elles était de créer des lignes de feu dans les zones urbaines pour nous y retrancher. Si on avait pu les consolider et les maintenir, le soulèvement général du peuple aurait eu lieu. Mais l'armée a pris la décision génocidaire d'utiliser toutes ses armes lourdes pour, si cela était nécessaire, raser les quartiers populaires des villes comme elle l'a fait avec les villages de nos zones contrôlées. Cela nous a empêché de maintenir cette tactique initiale. Les bombardements ont provoqué une situation qui ne laissait aux habitants sans armes que deux solutions: Soit mourir, soit chercher à sortir des zones.

Nous avons décidé de changer de tactique et nous avons commencé à nous déplacer, développant des tactiques de guérilla dans la ville. Au cours de cette offensive, nous avons formé des centaines de nouveaux dirigeants. Jusque-là, nous n'étions jamais restés dans une ville plus de 24 heures et cette fois, nous nous sommes maintenus dans les quartiers près d'une semaine et près d'un mois en tout dans les zones urbaines. Aujourd'hui nous savons que nous en sommes capables et nous en tiendrons compte dans la poursuite de cette offensive. Un point essentiel pour une prochaine vague est de développer notre capacité à neutraliser les effets de la force aérienne.

Envio: Ce serait donc une sorte d'offensive finale par vagues?

JR: Nous sommes convaincus que plusieurs efforts seront nécessaires et que n'importe quel d'entre eux peut devenir le dernier. Mais en même temps, ces vagues ne peuvent être un suicide, nous ne pouvons pas nous lancer en disant: "Cette fois-ci, soit nous gagnons, soit c'est la fin". Il faut redire que notre effort n'est pas seulement

militaire mais aussi politique.

Envio: Quelles sont les perspectives à court terme?

JR: Entre la prolongation du conflit et la négociation, nous pensons que la dynamique d'ouverture du processus de négociation est la plus forte. Mais si celle-ci ne se concrétise pas, la guerre continuera et si la répression continue, elle s'intensifiera.

Envio: Que peut-on attendre des Etats-Unis dans ce nouveau contexte?

JR: Le FMLN défend le principe d'une solution entre Salvadoriens. Mais l'aide des Etats-Unis est décisive car ils ont une influence déterminante sur les secteurs qui refusent de négocier. Ils peuvent couper leur aide à ces secteurs et ainsi, la guerre prendra fin.

Envio: Quand se serait-elle terminée sans l'aide des Etats-Unis?

JR: Peut-être en 83, quand l'administration Reagan, voyant l'armée en danger, a opté pour l'escalade.

Envio: Se serait-elle terminée avec une victoire du FMLN?

JR: Avec une victoire de toutes les forces du peuple. Le FMLN pense qu'au Salvador, l'unique victoire possible est celle de plusieurs forces unies par un vaste consensus social. Une victoire exclusive et excluante du FMLN n'est pas ce que nous cherchons, nous estimons que ce n'est pas la meilleure solution pour notre peuple. C'est pour cette raison que, quelle que soit la forme de la victoire, la négociation sera nécessaire. Nous ne nous sommes pas écartés de cette ligne.

Costa Rica

LE NOUVEAU PRESIDENT USE D'UN LANGAGE MODERE

par Roberto García

Managua, 6 février (ANN). C'est le candidat social-chrétien Rafael Calderón qui sera finalement le nouveau président du Costa Rica. Cet avocat de 40 ans avait promis au cours de sa campagne de suivre la voie d'Oscar Arias en ce qui concerne le processus de paix et de poursuivre une grande partie de son programme économique qu'il estime réussie.

Le lendemain de son élection, R. Calderón a rappelé sa "très étroite amitié" avec le président guatémaltèque Vinicio Cerezo et le nouveau chef de l'état hondurien Rafael Callejas; par ailleurs, il a manifesté sa disposition à "établir des relations plus profondes" avec son homolo-

gue salvadorien Alfredo Cristiani. Quant au Nicaragua, R. Calderón espère qu'il entretiendra "des relations respectueuses avec le vainqueur des élections". Si Daniel Ortega l'emporte, comme l'indiquent les sondages, "bien que nous n'ayons pas les mêmes positions idéologiques, nous devons travailler au respect des droits de l'homme, du principe de non-intervention et de la souveraineté pour cohabiter pacifiquement".

Ministre des relations extérieures de l'ancien président Rodrigo Carazo, à la fin des années 70, R. Calderón était devenu un antisandiniste acharné. Au cours de ses précédentes campagnes électorales, il a brigué deux fois la présidence, il usait d'un ton très agressif contre le Nicaragua. Tout comme pour son homologue hondurien, sa modération actuelle semble être due à une maturation politique qui le conduit à reconnaître d'une part la volonté démocratique du Nicaragua et d'autre part la nécessité pour les pays centraméricains d'affronter ensemble les problèmes essentiels, en particulier les problèmes économiques.

D'ailleurs, le nouveau chef de l'état a affirmé son intention de lutter en faveur de l'unité latino-américaine et d'un nouvel ordre économique mondial permettant des échanges commerciaux plus justes avec les pays industrialisés.

Il entretient d'excellentes relations avec les Etats-Unis avec qui le Costa Rica "partagent les mêmes idéaux". Cependant, il affirme que "quand il y a divergence, le respect mutuel doit prévaloir". Il faut dire que des voix se sont élevées récemment pour protester contre la diminution de l'aide économique fournie par Washington.

HONDURAS: LA DOUCHE FROIDE

par Sergio Ferrari

Managua, 4 février (ANN). Neuf jours après son installation à la présidence de la république, Rafael Callejas a commencé à mesurer la véritable dimension des problèmes qu'il va rencontrer dans la gestion du pays. Les Etats-Unis viennent en effet de porter un coup d'arrêt aux espoirs à court terme qu'il avait soulevés pendant sa campagne électorale en demandant au FMI une sanction contre 15 pays en retard dans le paiement de leur dette, parmi lesquels le Honduras, le Panama, la Guayana et le Pérou.

Pour normaliser ses relations avec le Fonds monétaire, le Honduras devrait rembourser immédiatement quelque 30 millions de dollars, dont il n'a pas l'ombre. L'initiative étatsunienne a été annoncée dix jours avant la date à laquelle le nouveau gouvernement avait prévu d'engager des négociations avec le FMI.

PRESSION OU LACHAGE?

Deux hypothèses peuvent être avancées pour expliquer l'attitude de Washington. Soit les Etats-Unis commentent des pressions sur Callejas pour s'assurer de sa totale soumission, compte tenu que certains aspects de son programme pourraient coûter cher à leur géopolitique régionale; ou bien, ils veulent commencer à s'éloigner d'un pays qui, dans la perspective de la disparition de la Contra et d'une éventuelle normalisation de leurs relations avec le Nicaragua, doit retomber dans les oubliettes de l'histoire, du moins pour ce qui est de la politique extérieure des Etats-Unis.

Quel que soit le motif de l'intervention de la Maison blanche auprès du FMI, celle-ci aura des répercussions négatives pour le nouveau gouvernement qui, quelques heures avant, avait annoncé un *plan d'urgence économique*. Ce dernier comporte quatre points essentiels: Remise en ordre du change, solution à la crise du pétrole, qui a presque paralysé le pays cette semaine, création d'emplois et mesures pour assurer la production alimentaire.

L'IMPORTANCE DE L'APPORT EXTERIEUR

Ce programme d'urgence, tendant également à contrôler l'inflation, exige un apport extérieur en devises liquides. Il n'a de chances de réussir ou du moins de mobiliser les Honduriens que si cet apport est rapide et important.

Le Mexique a accordé un crédit à 60 jours de huit millions de dollars pour l'achat de pétrole; mais l'attitude solidaire de ce pays ne règle qu'une petite partie du problème. L'intervention des Etats-Unis auprès du FMI, qui pourrait continuer à considérer le Honduras comme "inéligible" (c.à.d. non apte à recevoir des prêts) remet en cause les mesures annoncées par le nouveau gouvernement et met celui-ci dans une situation impossible.

OU VA LE HONDURAS?

La crise se caractérise par une dette de 3,5 milliards de dollars, un chômage qui touche un million de personnes (pour un pays qui compte 4,3 millions d'habitants), un taux d'analphabétisme parmi les plus élevés du continent et une détérioration sensible des conditions sanitaires. Autant dire une vraie bombe à retardement.

Les espoirs créés par R. Callejas pendant la campagne électorale, au cours de laquelle il a mobilisé de larges secteurs, ne sont pas éternels. Il a fait des promesses concrètes: Modernisation du pays, relance économique, détente régionale, accords militaires avec les Etats-Unis et départ de la Contra. La croisée des chemins, à laquelle il faisait allusion lors de son investiture le 27 janvier, est maintenant une réalité cruciale. Les solutions ne sont pas nombreuses. Ou bien il s'acquiesce de ses promesses, malgré les pressions, pour garder l'appui social qu'il a gagné;

ou il cède aux mauvais coups et ajoute son nom à la liste des administrations sans personnalité.

"Le Honduras est un malade de qui l'on exige les dernières gouttes de sang...Nous sommes surpris de l'attitude des Etats-Unis, dont nous sommes les alliés et les amis", a déclaré le nouveau ministre des finances quand il a appris la nouvelle.

C'est en effet tout le problème.

AIDE ETATSUNIENNE A L'AMERIQUE CENTRALE: GROS LOT POUR LE SALVADOR

Managua, 3 février (ANN/El Nuevo Diario). Les Etats-Unis viennent d'augmenter de 61,8 millions de dollars l'aide économique et militaire au Salvador. Dans la proposition de budget pour l'année 91 qu'il soumettra au congrès en octobre prochain, le gouvernement prévoit d'accorder à ce pays 284 millions de dollars en aide économique (au lieu de 229 dans le précédent budget) et 91,4 millions en aide militaire (au lieu de 84,6).

L'enveloppe totale pour l'Amérique centrale est de 739 millions.

Avec 375,4 millions, le Salvador continue à être privilégié. De 1980 à 1989, il a reçu 4,4 milliards de dollars, soit environ 1,5 million par jours, pour lutter contre la guérilla.

Le Honduras pour sa part recevra, si ce budget est approuvé, 173,6 millions; le Guatemala 125,1 et le Costa Rica 64,9.

Pour ces derniers pays, l'aide est en diminution.

FLASH ELECTORAL

C'est par d'impressionnantes manifestations que les candidats du FSLN à la présidentielle terminent leur campagne dans les différentes régions. Plus de 100 000 personnes à Chinandega, une marée humaine à Esteli, à Juigalpa, à Granada etc...

Les chefs de l'organisation contra miskita *Yatama*, Steadman Fagoth et Brooklyn Rivera, viennent de passer à l'UNO, alors qu'ils étaient jusqu'à présent alliés au Parti social-chrétien (PSC). Ce dernier leur réclame maintenant les fortes sommes qui leur avaient été données pour mener leur campagne sur la Côte atlantique.

Le PSC a d'autres problèmes: L'UNO l'accuse de travailler pour les Sandinistes. Il faut reconnaître que l'ancien leader de la Contra, Eden Pastora, qui fait campagne

pour le candidat social-chrétien Erick Ramírez, ne ménage pas les critiques et les accusations contre la coalition de droite et que, de plus, il semble que l'alliance social-chrétienne soit en train de grignoter l'électorat de Violeta Chamorro.

Le cardinal Obando multiplie les déclarations en faveur de la participation aux élections. Il pense en outre qu'une victoire nette et limpide de n'importe lequel des partis en compétition provoquera la disparition progressive de la Contra. "En ce qui concerne la résistance armée, ce sera difficile (pour elle de continuer) sans l'aide des Etats-Unis". Il a également souligné que si les élections sont régulières, les Etats-Unis devront mettre fin à l'aide à la Contra, lever le blocus et normaliser les relations. Les observateurs estiment qu'après la victoire du FSLN, le cardinal pourrait lui-même en faire la demande à Washington.

Les observateurs internationaux sont classés en trois groupes: Les observateurs officiels (ONU, OEA), les observateurs invités (groupe Carter, parlementaires) et les observateurs de la solidarité. Ces derniers ont des prérogatives un peu moins étendues que les premiers: Ils ne pourront pénétrer dans les bureaux de vote, compte tenu qu'il y aura déjà beaucoup de monde (assesseurs, délégués de listes, observateurs officiels et invités, presse).

Attention! Ne commandez plus de montres, le stock s'est épuisé.

BREVES

Depuis le vendredi, 9 février, il ne reste plus un seul contra dans les prisons du pays, après la libération de 1190 prisonniers. Parmi eux, les 39 anciens gardes somozistes exclus de la précédente remise de peine sur avis de la commission des droits de l'homme. Cette libération a été décidée à la suite de la rencontre entre le président Ortega et les autorités ecclésiastiques, dont le cardinal Obando, qui ont lancé également un appel à la Contra afin qu'elle libère les milliers de Nicaraguayens séquestrés.

Les casques bleus du groupe d'observation des Nations unies pour l'Amérique centrale (ONUCA) se rendront cette semaine dans les zones frontalières afin d'y vérifier si les territoires voisins sont utilisés pour faire parvenir une aide à la Contra. "Si nous trouvons les preuves d'un tel appui, en dehors de ce qu'on appelle aide humanitaire, nous les transmettrons à l'ONU", a déclaré le responsable de la mission d'ONUCA.

Le commandement de la Contra ne veut plus d'Enrique Bermudez à sa tête. Accusé par plusieurs organismes internationaux d'être responsable de l'assassinat de deux religieuses dont une Etatsunienne il y a quelques semaines, celui-ci pourrait être un obstacle pour l'administration Bush si elle décidait de demander une nouvelle aide pour la Contra. Enrique Bermudez a repoussé cette décision, sous prétexte de l'influence négative qu'elle aurait sur la campagne électorale de l'UNO.

A la suite de l'annonce par la Maison blanche d'une réduction de l'aide économique et militaire au Honduras, le nouveau président hondurien, R. Callejas a annoncé qu'il n'était pas disposé à permettre la présence de bases militaires étatsuniennes permanentes sur le territoire national. Que deviendra la base aérienne de Palmerola, installée par le Pentagone en 1983?

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

JA/PP
8034 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite